

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 20/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAFRAM**

Chemin des Mûrier  
69740 Genas

Références : UDR-CRT-26-59-HD  
Code AIOT : 0010600213

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement SAFRAM implanté 19 Chemin des Mûriers 69740 Genas. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2026 faisant suites au retour d'expérience de l'incendie du 26 septembre 2019 impliquant l'usine Lubrizol et les entrepôts exploités par la société Normandie Logistique.

Son objectif consiste à vérifier la connaissance des matières présentes sur le site, d'une part, pour s'assurer que les mesures techniques mises en place sont adaptées et, d'autre part, pour informer les services d'incendie et de secours en cas d'incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFRAM
- 19 Chemin des Mûriers 69740 Genas
- Code AIOT : 0010600213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SAFRAM est une entreprise de transport européenne d'origine suisse. SAFRAM exerce des activités de transport international et de logistique. Elle est spécialisée dans le stockage et la logistique des produits dangereux (inflammables, toxiques...).

En région Auvergne Rhône-Alpes elle exploite, à Genas (Rhône) et à La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) des entrepôts de transit et de stockage de marchandises. L'entrepôt de Genas est autorisé par arrêté préfectoral du 15/10/2001 modifié. Il est classé Seveso seuil haut, notamment en raison des risques physiques (thermiques en cas d'incendie...), pour la santé et pour l'environnement des produits stockés. Les principaux risques de l'établissement sont les risques d'incendie, de pollution du sous-sol et des eaux consécutives à un incendie.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative au titre des ICPE - 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
3	Maintenance et test des portes coupes feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
5	Etat des matières stockées –	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Dispositions spécifiques – Format détaillé		
6	Etat des matières stockées d'information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des matières stockées actuel bien qu'étant perfectible répond aux exigences réglementaires. Concernant les dossiers de demande d'autorisation d'exploiter et les arrêtés préfectoraux applicables à l'installation qui en découlent, l'exploitant doit améliorer son classement afin de maîtriser les exigences réglementaires applicables à son installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant les informations concernant la situation administrative de</p>

<p>son installation au titre des ICPE, plus particulièrement son dossier de demande d'autorisation tenu à jour et les arrêtés préfectoraux de prescriptions applicables à son installation.</p> <p>L'étude des flux thermiques a été mise à jour dans l'EDD révisée de 2025, cependant l'exploitant n'a pas pu montrer le dernier dossier de demande d'autorisation environnementale datant de 2010 ni le dossier de porter à connaissance qu'il a déposé en 2019 pour obtenir l'autorisation de modifier la nature des produits stockés dans la cellule 5.</p> <p>De plus l'inspection a contrôlé par sondage que l'exploitant disposait bien des arrêtés préfectoraux applicables à son installation, l'exploitant n'a pas retrouvé l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire du 21 juin 2013.</p> <p>L'inspection a vu le dernier rapport de visite de l'assureur daté du 4 septembre 2025. Au regard des recommandations faites suite aux constats de l'assureur, l'inspection a fait un contrôle (cf point de contrôle n°3) de la maintenance des portes coupes feu dans la suite du présent rapport. Les documents administratifs ne sont pas correctement recensés par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments de connaissance administrative de l'établissement conformément au point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.</p> <p>Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection et pourront être examinés à l'occasion d'une prochaine visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entrepôt de SAFRAM Genas est constitué d'une unique IPD (Installation, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage) qui englobe les cellules 1 à 8 relevant de la rubrique 1510.</p> <p>Selon l'arrêté préfectoral du 15/10/2001 modifié, SAFRAM est actuellement classé pour la rubrique 1510 sous le régime de l'enregistrement. SAFRAM fait partie des installations existantes 1510 avec un régime modifié par le décret 2020-1169 (passage du régime de Déclaration à Enregistrement).</p>

L'installation relève des annexes VI.1, VII.1 et VIII de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Maintenance et test des portes coupes feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance et test

**Prescription contrôlée :**

Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

**Constats :**

Le dernier rapport de visite de l'assureur daté du 4 septembre 2025 montre que la porte coupe-feu n°5 était hors service en raison de l'absence de la chicane transversale, empêchant sa fermeture complète. L'inspection a donc réalisé un contrôle par sondage (porte coupe feu n°5) sur la maintenance des portes coupes feu.

Le mode opératoire du Système de Gestion de la Sécurité du site daté du 23/04/2025 fixe une fréquence semestrielle pour les contrôles des portes coupe feu. L'inspection a vu les comptes rendus d'entretien des visites du 30/04/2025 et du 08/10/2025.

L'exploitant présente son outil SecuTools qui selon lui fait office de registre. Concernant la porte coupe feu n°5 le rapport du 08/10/2025 indique : *"Réglages du rail. Manque un morceau de chicane horizontale (en cours de réparation). Fermeture OK."* le suivi de cette anomalie est tracé (rapports/commande) dans l'outil SecuTools.

L'inspection a constaté le remplacement de la chicane sur le site conformément à la commande passée le 12/09/25 à SOMAFI.

En cas de défaillance de fonctionnement des portes coupes feu, le Plan de Défense Incendie (PDI) identifie à la page 34 une procédure manuelle de fermeture des portes.

L'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 3bis. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[,,,]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant montre à l'inspection l'état des stocks réalisé à 6h30 à la date de l'inspection. L'état des stocks est réalisé avec l'outil de gestion avancée Reflex et édité tous les jours à 6h30 et 13h30 sur la base des scans réalisés sur les produits en entrée/sortie et sur les produits à quai. Les états des stocks édités sont ensuite envoyés par mail à plusieurs responsables SAFRAM et donc accessibles en cas de perte d'électricité sur site ou locaux administratifs inaccessibles. Selon l'exploitant la performance de l'état des stocks est fiabilisée grâce à des inventaires de recalage et des contrôles ponctuels. Le responsable logistique de l'entrepôt montre le dernier inventaire physique réalisé les 8 et 9 décembre 2025 sur un client de SAFRAM. L'inspection constate qu'une non conformité a été constaté, traitée avec le client et l'inventaire mis à jour par SAFRAM.</p> <p>L'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 4bis. Connaître les quantités de matières dangereuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques</p>

1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

#### **Constats :**

Les informations figurant sur l'état des stocks affichent les quantités par type de danger et par rubrique. En cas de besoin les fiches de données sécurité (FDS) sont accessibles à l'aide de l'outil SecuTools par produit et/ou code article. L'exploitant indique que la codification article est réalisée par le groupe SAFRAM.

Sur l'état des stocks les produits sont regroupés par emplacement (cellules/quais) et les emplacements repérés sur un plan figurant au POI.

Le contrôle réalisé par sondage sur la rubrique 4331 – Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 de l'état des stocks à 6h30 à la date de l'inspection montre que l'exploitant respecte les quantités maximales autorisées.

L'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Etat des matières stockées d'information de la population**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 5bis. Etat des matières stockées – format synthétique

#### **Prescription contrôlée :**

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.



L'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

[,,,]

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

Pour répondre à cette prescription, l'exploitant a réalisé une note d'information à l'intention du public afin d'exposer les activités et les risques présentés sur son site d'entreposage situé à Genas. L'inspection a vu cette note et considère que cette note associée à l'état des stocks réalisé à 6h30 à la date de l'inspection permet de donner des informations lisibles par le public. L'exploitant est conforme à la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite